

# La politique et le mouvement international « Occupy »

Par le comité de rédaction du WSWWS, 15 octobre 2011

La propagation à échelle internationale des mobilisations « Occupy Wall Street » (Occupons Wall Street) a une signification politique indéniable. Le 15 octobre des occupations commenceront dans des villes d'Europe, d'Asie, d'Australie et de Nouvelle Zélande, du Canada, d'Amérique du sud et d'Afrique.

Le mouvement qui se développe est par essence anticapitaliste. Les manifestations sont motivées par l'aspiration à l'égalité sociale. Le mot d'ordre de leurs banderoles, « Nous sommes les 99 pour cent », est imprégné de l'hostilité de classe des travailleurs contre la monopolisation des richesses de la société par une minuscule élite des milieux financiers et de la grande entreprise – le « un pour cent ».

Aux Etats-Unis, le mythe de la supériorité du « libéralisme économique » a été discrédité dans l'esprit de dizaines de millions de gens, particulièrement depuis les trois dernières années qui ont suivi le début de la crise financière mondiale. Les conditions auxquelles sont confrontés les travailleurs et les jeunes dans le centre du capitalisme mondial les obligent à sérieusement envisager un changement social radical et la perspective du socialisme.

Les occupations ont émergé hors de l'influence des institutions politiques officielles, des partis, des syndicats et des organisations contestataires de la pseudo-gauche, et elles sont implicitement dirigées contre leur soumission aux intérêts de la grande entreprise. Elles expriment l'opposition au chômage massif, à la baisse brutale des salaires et des conditions de travail, à la très forte hausse des coûts de l'éducation et de la santé, à la dégradation de l'environnement et à la guerre.

L'écho de tels sentiments de par le monde montre que les expériences qui façonnent les attitudes de la classe ouvrière américaine sont universels.

Trois ans après l'effondrement financier, il est clair que les opérations financières semi-criminelles qui en sont venues à dominer l'accumulation des ri-

chesses du « un pour cent » capitaliste ont mené à la désintégration de toute la structure du capitalisme mondial et à une descente dans la dépression économique et les tensions entre Etats.

Dans chaque pays, la rengaine des élites dominantes est la même. Elles exigent que le fardeau entier de la crise qu'elles ont provoquée elles-mêmes soit imposé à la classe ouvrière en détruisant l'emploi, en réduisant les salaires et en éliminant les services sociaux et les droits essentiels. Le capitalisme a échoué en tant que système mondial. Il ne propose qu'un avenir de pauvreté, de misère, de catastrophe environnementale et, s'il n'est pas renversé, la menace de nouvelles guerres dévastatrices entre nations capitalistes rivales.

Qu'elles soient petites ou massives, ces premières mobilisations mondiales ce week-end sont le reflet de la conscience élémentaire que la classe ouvrière partout est confrontée à des problèmes communs et à un ennemi commun: la finance et la grande entreprise organisées à échelle mondiale, et les élites auxquelles elles appartiennent. Il n'existe pas de solution nationale.

La question cruciale désormais est de faire que les motivations spontanées qui ont fait naître le mouvement « Occupy » deviennent politiquement conscientes. La lutte à laquelle la classe ouvrière et les opprimés sont confrontés va nécessiter une perspective de changement social révolutionnaire à échelle internationale. Une discussion profonde sur les questions de programmes, stratégies et tactiques politiques est incontournable.

Tout d'abord, la classe ouvrière doit discuter et procéder à une rupture politique avec les organisations nationalistes pro-capitalistes qui servent les classes dirigeantes, c'est-à-dire le Parti démocrate et la confédération syndicale AFL-CIO aux Etats-Unis, les partis sociaux démocrates et staliniens et les syndicats à travers l'Europe, le Parti travailliste et les syndicats en Australie, et leurs homologues dans d'autres pays.

Les manifestants du mouvement « Occupy »

doivent reconnaître que les défenseurs de ces organisations réactionnaires se sont précipités pour essayer de prendre le contrôle du mouvement afin de bloquer cette discussion. On peut facilement les identifier. Ce sont eux qui insistent avec le plus d'emphase que la règle du « pas de politique » devrait être imposée aux manifestations. L'administrateur de la page facebook de « Occupy Sydney » en Australie en est un exemple. Cette personne a déclaré cette semaine : « Tout parti ou groupe politique qui voudrait essayer de récupérer ce mouvement pour lui imposer un programme politique, nous le virerons. »

De telles positions sont profondément anti-démocratiques et hostiles aux aspirations qui composent le mouvement « Occupy ». Elles ne sont rien d'autre que la volonté d'interdire toute critique des partis et des syndicats dont le programme politique pro-capitaliste est responsable des conditions auxquelles la classe ouvrière est confrontée. C'est une tentative de censurer la politique socialiste et d'empêcher le développement d'une véritable alternative politique.

A tout niveau, le « pas de politique » est une absurdité. Il est évident pour toute personne sérieuse qu'une lutte contre le « un pour cent » capitaliste pose des questions politiques cruciales. Tout mouvement social dans l'histoire a dû adopter un point de vue sur la question fondamentale de politique: quelle classe devrait gouverner.

Un mouvement authentique pour le changement social doit s'orienter vers la mobilisation révolutionnaire de l'unique force sociale qui a le pouvoir de renverser le capitalisme: la classe ouvrière internationale. Ce mouvement doit proposer une solution au problème historique auquel la société entière est confrontée. Il devra avoir comme but conscient l'abolition de la propriété privée des moyens de production et l'abolition du système des Etats-nations, qui sont à la base de la domination de l'oligarchie capitaliste et produisent les contradictions qui mettent à mal l'économie mondiale.

Le danger auquel est confronté le mouvement « Occupy » est celui d'être réduit à devenir un mouvement de contestation de plus, exprimant la colère et l'opposition populaires, mais qui soit canalisé, pour le rendre inoffensif, derrière les partis et

les institutions de l'élite politique.

Aux Etats-Unis par exemple, les partisans du Parti démocrate au pouvoir cherchent déjà à rediriger le mouvement Wall Street vers la campagne pour la ré-élection de Barack Obama en 2012, se servant de l'argument du « moins pire » qui affirme qu'Obama est un plus grand opposant de Wall Street que ne le sont les Républicains.

En Australie, des participants aux mobilisations de ce week-end cherchent à les orienter vers des appels futiles à un changement dans la politique du Parti travailliste, de ses partenaires du Parti vert et des syndicats, c'est-à-dire les organisations mêmes qui sont responsables de l'assaut grandissant contre le niveau de vie de la classe ouvrière, au profit de l'élite de la grande entreprise australienne.

De par l'Europe, des efforts similaires seront à l'œuvre pour orienter le mouvement sous l'aile de l'establishment politique officiel. Des organisations comme le Nouveau Parti anticapitaliste en France, le Parti de gauche en Allemagne et le Socialist Workers Party en Grande-Bretagne œuvrent délibérément et consciemment pour empêcher tout mouvement politique indépendant.

Une rébellion consciente est requise contre les appareils pro-capitalistes. Il faut forger un parti mondial unifié de la classe ouvrière, parti qui combattra toute forme de nationalisme et de chauvinisme et qui mènera la lutte dans chaque pays pour établir d'authentiques gouvernements ouvriers démocratiques et la réorganisation socialiste de la société. La réponse progressiste à la domination du « un pour cent » et à l'échec du capitalisme est la transformation des grandes institutions financières et des sociétés en institutions publiques contrôlées démocratiquement, et la planification de l'économie mondiale pour subvenir aux besoins sociaux et non au profit privé.

Les Partis de l'égalité socialiste et le World Socialist Web Site, organisations du Comité international de la Quatrième Internationale, incarnent consciemment cette perspective. Nous encourageons tous les participants aux mobilisations du mouvement « Occupy » de par le monde à nous contacter pour discuter le programme, l'histoire et les traditions du mouvement trotskyste mondial.